

rer de lui qui fût contraire à ses anciennes liaisons avec la Russie ; mais qu'il croyoit leur rendre un service plus important en leur offrant sa médiation pour prévenir une rupture. C'étoit aussi en effet quelque chose de très-essentiel, depuis que l'*ultimatum* de l'Angleterre insistoit sur le strict *status quo*, et que la réponse laconique de l'impératrice, paroissoit avoir fermé les chemins à toute correspondance ultérieure. L'offre fut acceptée, et la cour de Russie, rendant justice à cette démarche de celle de Danemarck, y répondit d'une manière qui prouvoit qu'elle n'avoit point d'éloignement pour la paix, pourvu qu'elle pût la faire sans compromettre sa dignité.

La réponse que le ministère de Danemarck fit parvenir aux cours de Berlin, de Londres et de la Haye sur ce sujet, mérite d'être conservée.

“ Le Danemarck, dit-il, a satisfait à ses engagemens : nous avons transmis à Pétersbourg les souhaits actuels des cours alliées, appuyés de tous les argumens les plus propres à procurer un rapprochement général, qui est le terme des vœux déintéressés du roi. C'est tout ce qui étoit possible dans un moment où nous n'étions pas encore autorisés à transmettre des idées ou des propositions conciliatoires, mais seulement à appuyer des theses déjà connues, en partie débattues, et où des réponses déclinatoires avoient déjà paru fermer les voies de la discussion. Cependant S. M. l'impératrice ne l'a pas regardé tel : elle a saisi avec empressement la perspective d'un moyen de s'entendre, qui n'avoit pas été employé encore ; et, comme elle a porté la plus grande attention au développement des motifs des démarches des cours alliées ; elle espère que celles-ci ne la lui refuseront pas aussi, quand elle s'explique sans détour sur ceux qui lui ont fait décliner jusqu'à présent la base du *status quo*. Il seroit superflu de répéter des argumens, qui ont déjà été allégués par ses ministres, et qui portent principalement sur ses droits à exiger du dédommagement des pertes occasionnées par une attaque injuste, sur sa modération ; déjà évidemment prouvée par la déclaration, “ de ne vouloir garder de ses conquêtes que celle qui peut assurer la durée et la stabilité de la paix (Oczakow, ) et qui n'offre d'ailleurs aucun agrandissement réel à la Russie”. Mais S. M. impériale n'a pas hésité de développer encore vis-à-vis de nous des argumens plus détaillés ; et il est de notre devoir de les transmettre avec cette fidélité et avec cette force, que nous devons à sa confiance, et au zèle, avec lequel nous avons fait valoir vis-à-vis d'elle-même tous les argumens des cours alliées.

La Russie convient qu'elle se trouve dans une situation pénible : qu'elle est la victime d'une attaque injuste ; qu'elle a dû faire les plus grands efforts pour la repousser : mais elle assure, “ que ce n'est point ses ennemis qu'elle redoute : qu'elle est bien plus affligée d'avoir à lutter contre des puissances, qu'elle a toujours regardées comme ses amies naturelles, à qui elle a souvent donné des preuves du plus grand attachement, et à qui elle a plus d'une fois facilité des paix glorieuses, loin d'avoir voulu leur disputer les avantages naturels de leurs succès ; qu'elle souffroit de voir alléguer contre elle l'équité prétendue d'une base factice, qui devoit être la punition de l'agresseur, et qui devenoit non-seulement la plus grande injustice, quand on y soumettoit une puissance attaquée, mais qui excluait encore toute impartialité, puisqu'elle étoit toute en faveur d'une seule ; que le *status quo* absolu n'avoit jamais été adopté pour elles-mêmes par aucune des puissances qui le faisoient valoir à présent ; que leur propre grandeur reposoit sur des